



Date de dépôt : 18 mai 2026

Pétition

pour reporter l'ouverture de la future école du préqualifiant (SEFOP) à la rentrée 2027 ; pour l'inclusion du personnel dans le pilotage de la construction de la future école

Depuis 2024, le projet de la future école du Service de la Formation Préqualifiant (SEFOP), qui doit accueillir les élèves issus du Cycle d'Orientation (CO), sans formation certifiante ou en réorientation, fondé sur la base d'un audit gardé secret, est mené sans la consultation du personnel sur le terrain. Surtout, il est construit sans étude de fond sur les besoins des élèves, ni sur la réalité socio-économique du canton, et utilise des critères problématiques pour sélectionner les élèves. En conséquence, alors que la rentrée 2026 approche, ce projet ignore des éléments fondamentaux tels que les besoins des élèves en réorientation, le contenu et les cours ainsi que leur évaluation.

En premier lieu, le projet n'a pas défini des éléments fondamentaux de la prise en charge des élèves – les besoins médicaux-psychologiques de base, l'encadrement spécialisé, la prise en charge par des mesures externes, les moyens en orientation et insertion, des locaux adaptés à l'accueil d'élèves, l'impact du déplacement dans la ville sur des élèves en rupture – alors même que leur élaboration aurait dû être la priorité de toute réforme scolaire. De plus, de nombreux éléments pédagogiques essentiels n'ont pas été définis – des plans d'études soumis aux experts, des modalités d'évaluation claires, l'organisation des déplacements des élèves et des enseignants entre les bâtiments, la validation d'un semestre à l'autre, ou les conditions d'admission à l'Ecole de Culture Générale (ECG) et à l'Ecole de Commerce – alors que la rentrée 2026 approche. Enfin, le processus d'orientation dans l'offre du SEFOP, mené par les Cycles d'Orientation et l'Enseignement Secondaire II (ESII), classe les élèves entre autres selon la fréquence de leur visite chez

l'infirmière, la présence du SPMI, l'existence d'un casier judiciaire ou leur confiance en soi.

La planification de la future école du SEFOP exige un temps de réflexion que le calendrier actuel ne permet pas. De plus, ce manquement engendre un stress inédit au sein du personnel, puisque plus de 200 personnes ne savent pas où elles travailleront à la rentrée 2026, pour quelles directions, ni comment elles seront accueillies dans les futurs sites du SEFOP. Le Département de l'Instruction Publique (DIP) ne communique pas les mêmes informations aux enseignants, aux membres des équipes médico-socio-psychosociales d'orientation (MSPO) et du personnel administratif et technique (PAT), aux Directions et aux associations syndicales et parentales concernées. La communication lacunaire et le procédé du « fait accompli » renforce la défiance des corps enseignant et médico-social, a des répercussions négatives majeures pour les élèves – augmentation du décrochage scolaire, mal-être, prise en charge inadéquate – et sape la confiance des parents envers l'institution.

En conséquence, nous demandons :

- 1. De reporter la réforme de la future école du préqualifiant à la rentrée 2027 au moins ;**
- 2. D'inclure les représentants des enseignants, du personnel MSPO et du PAT dans le pilotage de la construction des écoles du préqualifiant, ceci avec effet immédiat.**

Il est dans l'intérêt des élèves, des parents et du DIP d'appliquer les principes de bonne gouvernance, et d'intégrer les enseignants, le personnel MSPO et le PAT dans le pilotage de la fusion des écoles.

N.B. 314 signatures

Union du Corps enseignant
secondaire genevois

M^{me} Chadlia Balhi Keller

1204 Genève